

STOP à la propagande gouvernementale !

**Ce que veulent les citoyens et les agents des Finances publiques,
c'est « en avoir dans leur frigo » !**

Toulouse, le 26 avril 2023

Par un message du 26 avril 2023, notre directeur régional, toujours prompt à servir ce gouvernement au service des banquiers et des grands patrons, se fait le relais, avec grande célérité, de la campagne de propagande du ministre Attal : « En avoir pour ses impôts »

Bonjour,

Hier a été lancée l'opération "En avoir pour mes impôts".

Vous trouverez en PJ le communiqué de presse et le document de présentation.

Il s'agit d'une opération d'information et de consultation sur l'utilisation des impôts. Cela se décline notamment de deux manières :

1) mise en place d'un site enavoirdesimpots.gouv.fr, où chaque usager peut visualiser notamment les infos budgétaires. Il dispose également d'un questionnaire en ligne pour lui permettre de donner son avis sur les objectifs et les priorités de la dépense publique.

2) En local, un ou deux SIP référents par département où il est possible de se rendre pour avoir les infos. Pour le 31, les deux SIP sont Rangueil et Muret. Ils sont les points d'entrée des personnes souhaitant donner leur avis mais ne disposant pas d'accès à internet et/ou éloignés de l'informatique. Pour autant, l'ensemble des SIP pourra être concerné par cette demande.

Cette action sera prise en charge plus particulièrement par les services civiques, les apprentis ou les stagiaires à l'accueil.

A cette fin, ils vont être formés vendredi par la direction en lien avec les responsables de SIP.

Très bonne journée

Hugues Perrin

Quelques jours après avoir infligé deux ans ferme à tout le monde avec la promulgation « express » de la loi retraites, Macron et son gouvernement tentent par tous les moyens de détourner l'attention. Augmentation des enseignants (avec moult conditions de contreparties, au-delà des 100 euros généreusement accordés à tous), conférence nationale du handicap (boycotté par bon nombre d'associations échaudées par les promesses présidentielles non tenues jusque-là), promesses d'ouverture de négociation avec les organisations syndicales qui ont été largement méprisées quatre mois durant, sont les premiers contre-feux de sa période de rédemption, dite « des cent jours ».

Monsieur le directeur, les fonctionnaires des Finances publiques de Haute-Garonne et les précaires qui travaillent avec eux (services civiques, stagiaires, apprentis) ne sont pas les VRP de la Macronie. En pleine campagne de déclaration des revenus, tous ont, au sein des SIP de Rangueil, de Muret et d'ailleurs, autre chose à faire que d'expliquer aux citoyens que le gouvernement a depuis 2017 « supprimé des impôts pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages ». Vous avez signé une charte de déontologie de l'encadrement cette semaine, commencez par la mettre en œuvre !



Dans une période où l'inflation galope et où la montée des prix des produits alimentaires atteint 21 % sur les deux dernières années, l'augmentation générale des salaires et des pensions importe davantage aux citoyens qu'une grande campagne de communication avec des chiffres précisant le coût du kilomètre de route, et mélangeant allègrement sous le vocable impôt des items relevant des cotisations sociales et, en soulignant, de manière ostensible, que « nous dépensons « 771 milliards d'euros, soit 57 % de la dépense publique pour la protection sociale ».

Et les 413 milliards de la loi de programmation militaire sur 7 ans, on en parle ?

Et les 5 millions de fonctionnaires qui ont perdu 20 % de leur « pouvoir de vivre », on en parle ?

Et la chair à patrons (publics et privés) que constituent les stagiaires, apprentis et autres services civiques, on en parle ?

Et le communiqué de presse qui accompagne cette propagande de préciser que « la démarche comporte également un volet de consultation, pour remettre les Français au cœur des débats sur l'utilisation de l'argent public ». **Depuis quand ce gouvernement se soucie-t-il de l'avis des Français, quand, pendant quatre mois, les Français lui ont dit sur tous les tons qu'ils ne voulaient pas travailler deux ans de plus et qu'il les a traités comme « ceux qui ne sont rien ».**



Il peut être instructif de montrer que les impôts, répartis sur la société toute entière, permettent de financer des services publics auxquels chacun·e peut accéder. Sans impôt, en effet, les services publics seraient privatisés. Le coût de la scolarité, des soins et plus largement de l'ensemble des services publics reposeraient sur leurs utilisateurs. Il serait alors évident qu'une grande partie de la population ne pourrait financer des études à ses enfants et ne pourrait se soigner correctement. De manière générale, les parties du dossier consacrées aux explications livrent des informations intéressantes, qui montrent l'utilité sociale et économique des impôts et des dépenses publiques. **Vous pouvez d'ailleurs, à ce sujet, vous reporter au dossier de la fédération des Finances CGT intitulé « Et si l'impôt n'existait plus », téléchargeable via le lien :** <https://www.cgffinances.fr/IMG/pdf/ir-2016.pdf>

Cependant, la façon dont l'opération est nommée laisse penser que l'impôt ne serait qu'un prix (« en avoir pour mon argent ») qui suppose d'avoir un retour direct et immédiat. Avec une telle approche, des adultes sans enfant pourraient ainsi estimer qu'ils ne doivent pas contribuer pour l'éducation. Plus largement, d'autres pourraient penser qu'ils ne doivent pas payer tel ou tel service public ou mécanisme redistributif pour les autres. En réalité, l'affaire est plus complexe car, si aux différentes étapes d'une vie, on bénéficie directement de nombreux services publics et de la protection sociale, on peut aussi contribuer à la solidarité nationale, avec des effets difficilement mesurables, parfois très indirects mais bien réels qui traduisent un choix de société. L'impôt n'est pas un simple prix : c'est un coût socialisé dont la répartition traduit des choix politiques.

On relève notamment trois oublis majeurs très fâcheux des rubriques consacrées à l'opération et du questionnaire, qui en disent long sur le sens profond de l'opération :



- Le terme de consentement à l'impôt, le pilier d'une société démocratique, n'est pas mentionné.
- Le sens et le bilan des politiques fiscales de ces dernières années n'est évoqué à aucun moment.
- La fraude fiscale y est absente, tout autant que l'ISF.

Enfin, cerise sur le gâteau, le questionnaire proposé sur le site est on ne peut plus orienté. Par exemple, la question : **« Et dans les années à venir, pensez-vous qu'il faudrait plutôt... ? Baisser les impôts ou augmenter les impôts, ou maintenir les impôts à leur niveau actuel »** conduira de

nombreuses personnes qui ressentent durement les injustices fiscales à estimer qu'il faudra baisser les impôts, ce que le gouvernement traduira par un satisfecit de sa politique, alors qu'il n'en sera rien.

Outre le caractère orienté des questions et les manques criants, on ne peut parler de politique fiscale et, plus largement, de « prélèvements obligatoires » sans évoquer leur répartition et sans revenir sur l'évolution des services publics ou encore de la protection sociale. De l'argent, il y en a, aux Finances on sait ça ! Assez de démagogie, plus de démocratie ! Aucun salarié précaire de la DRFiP dédié à la propagande gouvernementale ! Les 75 Mds d'exonérations de cotisations patronales et les 80 Mds de fraude fiscale sont à nous. Rendez l'argent !!!

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgffinancespubliques.fr/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgffinancespubliques31](https://www.facebook.com/cgffinancespubliques31), Twitter [@CGTfip31](https://twitter.com/CGTfip31)